

**Déclaration FSU**  
**CSA académique du 9 Mars 2023**



Il est impossible de commencer nos échanges sans rappeler la mémoire de notre collègue, Agnès Lassalle, assassinée dans sa salle de classe et en plein cours, le 22 février dernier. La FSU exprime son émotion et renouvelle son soutien aux proches de la victime, à ses collègues, aux élèves et à l'ensemble de la communauté éducative. Ce drame nous rappelle que les personnels de l'Éducation Nationale sont trop souvent victimes de violence. Ainsi, la semaine dernière, dans notre académie, une collègue AESH a été violemment agressée par un élève. La FSU rappelle la responsabilité de notre employeur dans la protection de tous les agent.es : les personnels victimes de violence doivent bénéficier du soutien inconditionnel et effectif de l'institution. Toutes les violences, y compris verbales ou symboliques, doivent faire l'objet d'un traitement et leurs auteurs sanctionnés. Les événements les plus graves ou les plus systématiques doivent faire l'objet d'une étude en formation spécialisée du CSA afin que des enseignements soient tirés.

### **Retraite - Pacte - Égalité femmes-hommes**

L'ensemble des organisations syndicales ont quitté les concertations consacrées au « pacte ». Les mesures présentées dans le cadre du « Pacte » ne constituent pas la revalorisation que les personnels attendent et à laquelle elles et ils ont droit. Elles conduiraient à un alourdissement de la charge de travail des personnels ce qui constitue une nouvelle preuve du mépris du gouvernement et de sa méconnaissance de la réalité de nos conditions et de notre charge de travail. De plus, au lieu de s'attaquer aux inégalités salariales femmes/hommes, elle les aggraverait. La FSU rappelle son exigences d'une revalorisation ambitieuse et sans contreparties pour tous les personnels.

Le gouvernement s'entête à vouloir imposer une réforme des retraites qui fait pourtant l'unanimité contre elle. Cette semaine, mardi 7 mars et hier, mardi 8 mars, nous avons été nombreuses et nombreux à manifester notre forte opposition à cette réforme injuste, en particulier pour les femmes, et à porter haut et fort nos revendications pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Dans la Fonction publique, les femmes subissent les effets des inégalités salariales, des évolutions de carrière empêchées, du temps partiel, d'une politique salariale qui privilégie l'indemnitaire... Les employeurs publics doivent s'attaquer à ces injustices sociales majeures et stopper les réformes qui participent à renforcer les inégalités ! Reculer l'âge de départ en retraite, maintenir l'annulation de la décote à 67 ans, refuser de réintroduire une bonification de trimestres par enfant, sont autant de choix politiques qui aggraveront encore la situation des agentes.

Sur le terrain de l'éradication des violences faites aux femmes, la mise en œuvre des dispositifs de signalement et de traitement des faits de violences sexistes et sexuelles au travail se fait trop lentement.

### **Service National Universel (SNU)**

A partir de janvier 2024, le Service National Universel (SNU) deviendrait obligatoire pour les élèves de Seconde de 6 départements, dont celui des Vosges.

Au nom d'une conception de l'éducation à la citoyenneté qui fait de l'organisation militaire un modèle à suivre, les élèves de Seconde perdraient donc 2 semaines de cours ! Faut-il comprendre que les enseignants d'EMC font mal leur travail ou que l'école de la République n'est plus le lieu par excellence de la fabrication de la nation ?

La FSU dénonce fermement ce projet qui, en plus de perturber le fonctionnement des établissements scolaires, amènerait à opérer un tri des élèves en fonction de leur nationalité.

Rendre le SNU obligatoire constitue une attaque en règle contre les principes même d'un système éducatif qui fait de l'émancipation par les savoirs le cœur de son organisation. Les jeunes ont besoin d'école, pas d'un dispositif de domestication qui dévoie les symboles de l'armée au profit d'un projet politique qui vise une fois de plus à affaiblir l'Éducation Nationale. Pour la FSU, le budget alloué au SNU doit être utilisé pour mettre en place, au sein de l'École, des projets réellement éducatifs et porteurs de sens.

## **Rentrée 2023**

Le CSA d'aujourd'hui est largement consacré à la préparation de la rentrée 2023. Celle-ci se prépare dans un contexte très défavorable pour notre académie dont nous rappelons qu'elle perdra plus de 150 postes.

De nombreuses suppressions de postes sont prévues dans les établissements. Cette année encore, les services académiques ont eu à cœur de limiter le nombre de collègues victimes de mesure de carte scolaire ce qui témoigne d'une attention aux personnels dont la FSU remercie les services. En effet, une mesure de carte scolaire est toujours difficile à vivre pour les collègues concernés.

Cependant, les documents proposés sont incomplets et ne rendent pas totalement compte de la réalité de la préparation de rentrée : ainsi, nous ne disposons pas d'un état des lieux des postes à complément de service et des blocages de postes qui sont envisagés. Ce sont pourtant des informations essentielles pour comprendre la réalité de la préparation de rentrée et de son impact sur les conditions de travail des personnels.

De nouveaux profilages de postes spécifiques sont envisagés. La FSU rappelle que le profilage d'un poste doit correspondre à des besoins effectifs et réels : il ne saurait être question d'utiliser le profilage de poste pour soustraire certains postes au jeu normal des affectations.

## **Réseau des lycées**

Pour terminer, la FSU veut manifester son opposition aux projets de la Région Grand Est. Sans jamais ouvrir un débat transparent ni consulter les instances de concertation, telles que le CAEN, la Région annonce sa volonté de fermer les lycées professionnels de Landres et de Behren les Forbach à la rentrée 2025.

La FSU soutient la mobilisation des personnels pour le maintien du lycée Jean Morette de Landres et demande à la Région de revenir sur ce projet de fermeture. La FSU rappelle la nécessité de conserver le réseau des établissements de proximité pour permettre à tous les élèves de suivre la formation qui correspond à leur projet personnel.